



Paris, le 17 juin 2019

Communiqué de presse interfédéral CFDT, CFE-CGC, CGT et FO

Les syndicats de l'énergie demandent au Gouvernement de donner à EDF les moyens d'investir dans la transition énergétique et le service public, et de renoncer à toute désintégration-privatisation !

Alors que le projet dit Hercule de nouvelle organisation des activités d'EDF demandé par le Président de la République n'en finit plus de s'étaler dans la presse, l'intersyndicale des fédérations CFE-CGC Energies, FNEM-FO, FNME-CGT et FCE-CFDT refuse de voir l'avenir d'EDF réduit à un mecano capitalistique.

Elle s'oppose à une réorganisation strictement financière qui perdrait de vue le projet industriel, l'ambition sociale et l'intérêt général. L'intersyndicale réaffirme tout autant son profond attachement à l'entreprise intégrée EDF qui a fait ses preuves depuis plus de 70 ans. C'est ce modèle intégré qui, en organisant une optimisation technique et économique très fine entre les différents moyens de production et sur l'ensemble des composantes du système électrique, assure à la France un système électrique résilient, compétitif et bas carbone.

Pour l'intersyndicale, le véritable défi d'EDF, ce n'est pas son organisation mais sa capacité à investir dans le système électrique français. Prolongation et renouvellement du parc électronucléaire, investissements dans les réseaux, développement des énergies renouvelables et de leur stockage... EDF doit avoir les moyens de faire face aux besoins d'investissements auxquels le système électrique français est confronté. Aucun démantèlement d'EDF n'est nécessaire pour y parvenir !

C'est la condition pour que la France réussisse la mise en œuvre de son modèle de transition énergétique bas carbone, guidé et assuré par le service public, assurant la sécurité d'alimentation électrique du pays et garantissant aux consommateurs français la compétitivité des prix de l'électricité dans la durée. L'intersyndicale souligne que c'est avant tout par la refondation de la régulation du secteur de l'électricité que l'on confortera le modèle économique permettant à EDF de relever le défi de l'investissement industriel.

Personne ne doit oublier que le premier responsable de la situation actuelle d'EDF, c'est bel et bien l'Etat. En exigeant des dividendes démesurés pendant de nombreuses années et en lui imposant de subventionner ses concurrents par la mise en place d'un ARENH mortifère, l'Etat a fragilisé EDF !

L'Etat doit maintenant résoudre l'équation qu'il a lui-même posée en organisant une régulation juste et équilibrée qui privilégie le long terme, la capacité à investir et au final la garantie pour les Français d'un prix de l'électricité durablement maîtrisé. Dans cette perspective, l'intersyndicale s'oppose à toute évolution de la régulation qui serait décidée au détour de la loi Energie & Climat, actuellement discutée au Parlement, afin de favoriser encore un peu plus la concurrence au détriment d'EDF et de ses investissements industriels.

L'intersyndicale a décidé de se mobiliser pour rappeler que l'avenir d'EDF et de ses salariés, c'est avant tout une question de projet industriel, de capacité à investir mais aussi d'ambition sociétale autour d'un service public de l'électricité plus que jamais d'actualité pour répondre à l'impératif climatique et à l'intérêt général.

Ni réorganisation strictement financière, ni fuite en avant dans la libéralisation et la privatisation des biens communs... l'intersyndicale est convaincue que ce n'est pas en vendant EDF « à la découpe » que l'on dessinera l'avenir du service public de l'électricité, bien de première nécessité et clef du défi climatique.

Le démantèlement d'EDF n'est sûrement pas une réponse à la hauteur de l'urgence climatique et de la concurrence stratégique des Etats-Unis et de la Chine. L'Etat doit clairement choisir entre intérêt général et intérêts particuliers d'acteurs opportunistes indifférents aux intérêts long terme du pays.